AIDE MEMOIRE DU 11\textsuperscript{ème} COMITE CONJOINTE DE SUIVI
DE L’ACCORD DE PARTENARIAT VOLONTAIRE FLEGT

Lundi 17 Mai 2018

Le 11\textsuperscript{ème} Comité Conjoint de Suivi (CCS) de mise en œuvre de l’Accord de Partenariat Volontaire (APV FLEGT) s’est tenu dans la salle 635 du Ministère des Forêts et de la Faune à Yaoundé le jeudi 17 mai 2018 de 09h00 à 11 h 30 min.


1. Introduction

1.1. Introduction, approbation de l’ordre de jour

Dans son propos introductif, le Secrétaire Général du MINOF a souhaité la bienvenue à tous les participants, et a ensuite soumis l’ordre du jour préparé conjointement à l’appréciation des membres du CCS, qui l’ont adopté sans aucun amendement.

A son tour, M. BUSSON a adressé ses salutations au Secrétaire Général et aux participants, en soulignant l’intérêt et le soutien continu que l’Union européenne (UE) apporte à la mise en œuvre de l’APV FLEGT au Cameroun. A cet effet, il a manifesté le souhait que ce CCS soit l’occasion de relancer un dialogue actif et large sur l’ensemble des composantes de l’APV, en vue de redonner "un nouvel élan" au processus FLEGT.

1.2. Nomination des rapporteurs

2. Points d’information

2.1. Etat d’avancement des dossiers techniques

2.1.1. Développement de l’application SIGIF 2

a. Avancement des tests de l’application SIGIF 2 (Système Informatique de Gestion des Informations Forestières de 2ème génération) avec l’appui de la société Sysinfo-Vision, estimation du temps restant avant la mise à disposition d’une application prête pour des "tests de terrain"

La partie camerounaise a présenté les travaux de développement de l’application informatique SIGIF 2, effectuée par le Consortium IAS-Buredip.

À titre d’introduction, elle a rappelé la remise des 3 sprints en mai, juillet et octobre 2017, qui ont ensuite été réceptionnés par le MINOF le 25 novembre 2017 (pour mémoire, 1 sprint = 6 modules). Elle a également signalé que les réserves qui avaient été notifiées à cette occasion par la mission d’appui à la maîtrise d’ouvrage du Fonds Commun (AHT) ont été levées par le MINOF.

- En effet, pour ce qui est de la première réserve, elle a fait état de ce que 05 Modules sur 18 ont été testés (test fonctionnel, test de la base de données et test des codes sources), et le rapport d’activités du cabinet Sysinfo-Vision y relatif a été transmis au Maître d’Ouvrage (MINOF) la veille du CCS à 19 heures, d’où la difficulté à se prononcer sur son contenu ;
- Pour ce qui est de la non validation des inventaires en mode automatique, elle a déclaré qu’après la refonte du Module SIG par le Consortium IAS-Buredip et la démonstration qui a été effectuée, il ressort que lesdits inventaires se valident désormais en mode automatique, et un Procès-Verbal a été signé avec l’ensemble des parties prenantes ;
- Concernant la 3ème réserve relative au Module SIG, ce module aussi a fait l’objet d’une réception, et un PV signé par les parties prenantes l’atteste ;
- Pour la réserve n°4, M. Pierre POULIN (AHT) a tenu à ce que l’ensemble des observations de M. Jean Marc Lewis (consultant pour EFI), portant sur le « tracking » et le « SIG », soient prises en compte, ce qui est désormais le cas suite à la révision du Module SIG.

Elle a ensuite fait savoir que la société Sysinfo-Vision, officiellement installée le 30 janvier 2018, a testé 5 modules (sur les 18 que comporte l’application), soit 32% du logiciel. Des tests sur l’ensemble des modules n’ont pas pu être réalisés, en raison de la durée limitée du contrat et de l’ampleur des dysfonctionnements constatés. En raison de sa transmission tardive au MINOF, le rapport d’activités de Sysinfo-Vision, dont le contrat est arrivé à expiration le 11 mai 2018, n’a pas pu être partagé avec les participants du CCS.

La partie camerounaise a enfin souligné les conditions de travail particulièrement difficiles des développeurs à Nkolbisson (coupures électriques, accès internet difficile, +)
La partie européenne a constaté l'absence de logiciel fonctionnel, ainsi que les retards de calendrier, qui continuent à entraîner l'impossibilité pour l'UE de mettre à disposition ses instruments financiers destinés au déploiement. Elle a fait savoir que, en raison des exigences de calendrier, et afin de ne pas perdre les fonds prévus, ceux-ci devraient être réorientés vers d'autres alternatives. La partie européenne a ensuite fait part de son diagnostic, selon lequel le logiciel ne peut pas être déployé, du fait que les conditions prévues ne sont pas réunies. Elle a enfin évoqué l'existence d'un nombre élevé de bugs dans le logiciel, qui entraînera un temps de correction étendu, estimé comme étant incompatible avec les dates de mise en œuvre des instruments d'appuis financiers de l'UE et l'avancement accéléré dans la mise en œuvre de l'Accord.

b. Etat des lieux du contrat du Consortium IAS-Buredip pour le développement de l'application SIGIF 2

La partie camerounaise a informé le CCS que le contrat du Consortium IAS-Buredip avait été prolongé jusqu'au 31 octobre 2018. En complément à cette intervention, des collaborateurs du Pool technique ont estimé que les anomalies dites bloquantes n'empêchaient en réalité pas le logiciel de fonctionner, et qu'il ne fallait donc pas se fier au nombre élevé de tickets pour juger le logiciel.

Le Chef de Coopération de l'Ambassade d'Allemagne s'est ensuite exprimé en tant que bailleur de fonds principal du Fonds Commun. Il a établi le constat que le logiciel n'était pas opérationnel, qu'il n'était pas complètement testé, et qu'il n'était pas prêt à être déployé.

Le Chef de la coopération allemande a fait état des retards du contrat, qui devait être terminé en 14 mois mais qui, plus de 3 ans après la signature, n'avait pas mis à disposition des modules testés et corrigés. Il a souligné qu'aucun progrès significatif n'avait été réalisé suite aux conclusions négatives de l'évaluation menée en octobre 2017 par la mission FAO-UE-FLEGT. Il a ensuite fait part d'un temps de correction des anomalies bloquantes estimé entre 12 et 15 mois, au minimum.

Sur la base de ces constats, la partie allemande a demandé au MINFOF de mettre fin au contrat avec le Consortium IAS-Buredip.

Le Chef de la Coopération allemande a conclu en indiquant que la fin de ce contrat permettrait de lancer une réflexion sur les alternatives pour le développement du SIGIF2.

2.1.2 Avancement du rapport annuel conjoint 2017

En raison du faible nombre d'activités réalisées en 2017, la partie camerounaise a proposé de réaliser un "mini-rapport", afin de respecter les exigences de l'APV. La partie européenne a donné son accord, tout en soulignant l'importance de partager aux parties prenantes des éléments relatifs à l'état d'avancement.
2.1.3 Suivi des impacts socio-économiques et environnementaux de l’APV

La partie européenne a souligné l’importance de suivre les impacts de l’Accord, et du travail déjà réalisé en ce sens. Il a indiqué qu’il reste encore à tester le tableau des indicateurs pour le finaliser, ainsi qu’à établir une situation de référence ("baseline"). Il a proposé de confier la réalisation du travail restant à travers l’appui d’EFI, ou sinon via un projet FAO-UE-FLEG. Pour ce faire, il a demandé l’accord du CCS, qui l’a accordé.

2.2 Autres informations

2.2.1 Mise en œuvre de la convention de financement PAMFOR

Le Chef d’Equipe Agriculture et Environnement à la Délégation de l’Union européenne (DUE) au Cameroun a rappelé que la convention de financement PAMFOR avait été signée en fin 2017 avec le MINEPAT, mais que toutes les activités liées au FLEG y étaient gelées (8 Millions d’Euros, soit 80% du budget total), en raison des incertitudes liées au SIGIF2. 20% du budget est donc en voie de contractualisation, à travers des subventions d’appui au reboisement et à l’interprofession Bois. En raison des exigences de calendrier liées à cet instrument financier qui demandera sans doute un avenir, et afin de ne pas perdre ces ressources, il a été souligné l’urgence de clarifier la situation du SIGIF2.

La partie camerounaise s’est engagée à poursuivre les échanges visant à clarifier sa position sur le SIGIF2, en vue de sauver les financements disponibles dans le cadre du PAMFOR.

2.2.2 Mise à jour sur la mise en œuvre du RBUE

La partie européenne a expliqué que le Règlement Bois de l’Union européenne (RBUE), après avoir connu une mise en place lente dans ses débuts, faisait désormais l’objet d’un suivi rapproché par les autorités compétentes des États membres, avec une augmentation constante du nombre de contrôle et de sanctions. Il a rappelé que des entreprises des Pays-Bas et du Royaume Uni avaient été visées par des sanctions pour l’importation de bois en provenance du Cameroun, en raison d’un défaut de "diligence raisonnée". Il a souligné le risque réputationnel pour le pays, puisque les contrôles augmentent sur les pays considérés comme étant à risque, tout en diminuant l’attractivité de ce bois pour les importateurs. Ces constats constituent un encouragement pour mettre en œuvre l’APV dans les meilleurs délais, puisque les pays émetteurs d’autorisations FLEG s’ont exemptés des exigences du RBUE.

La partie camerounaise a indiqué que le MINOF avait sensibilisé les opérateurs aux nouvelles exigences du RBUE à travers plusieurs campagnes d’information en 2013 et en 2014.
2.2.3 Information sur la mise à jour de l'annexe 7

La partie camerounaise a expliqué que le site web www.apvcameroun.cm a été "offline" pour quelques mois en 2017 par la responsabilité de l'hébergeur du site. Depuis, le site web a été remis en ligne, et que des travaux sont en cours pour mettre à jour le site à un niveau identique à celui de sa mise en ligne en 2016.

La partie européenne a souligné que la transparence de l'information était essentielle dans le cadre de l'APV, et a donc encouragé les efforts de la partie camerounaise pour mettre le site à jour. Du fait de la mise en place prochaine de l'Open Timber Portal (OTP) par WRI, avec qui le MINFOF dispose déjà d'un protocole d'accord pour l'Atlas Forestier, il a proposé à la partie camerounaise d'explorer les possibilités de collaborer avec l'OTP, afin de mener un effort conjoint qui aura un résultat très positif pour la visibilité de l'APV camerounais.

La partie camerounaise s'est dit disposée à explorer cette nouvelle piste qui pourrait permettre de faciliter la mise à jour des informations de l'annexe 7 et valoriser encore mieux sa collaboration avec WRI.

2.2.4. Procédures d'arbitrage

Suite aux précédents échanges de documents, la partie européenne a demandé une trace écrite permettant de formaliser et finaliser ces procédures.

La partie camerounaise a fait savoir que la cellule juridique du MINFOF transmettrait bientôt à la partie européenne une nouvelle proposition en ce sens.

2.2.5. Plan d'action FLEG 2018-2022

Les recommandations issues de l'évaluation du plan d'action (PA) FLEGT (2015-2016), tout en confirmant sa pertinence, appellent à davantage de pragmatisme et d'impact concret et mesurable dans sa mise en œuvre. La partie européenne a ainsi demandé de produire un plan de suivi précis par pays, avec l'obligation d'un cadre clair de suivi, sous la forme d'une Feuille de Route nationale, qui fera état des progrès atteints dans la gouvernance et la transparence, au-delà de la focalisation jusqu'ici exclusive sur l'émission des autorisations FLEGT.

3. Points de discussion

3.1 Perspectives de déploiement du SIGiF 2 (MINFOF/UE)

La partie camerounaise a regretté la position tranchée de la partie européenne sur la tentative de développement d'un SIGiF avec le développeur IAS-Buredip, tout en comprenant ses inquiétudes et en s'interrogeant sur le temps que prendra une autre alternative.
La Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National (CA-ON, MINEPAT), responsable national pour la coopération entre le Cameroun et l'UE, a souligné l'urgence de trouver une solution, du fait que les contraintes contractuelles rendent désormais impossible l'utilisation des fonds prévus pour le déploiement du SIGIF2.

La partie camerounaise a signalé que le Système d'informations géographique (SIG) était fonctionnel, malgré les 1800 tickets constatés lors des tests.

La partie européenne a constaté de nouveau le fait que le logiciel n'était pas utilisable en l'état. Elle a pointé que les retards et les tests seulement partiels étaient d'autres indicateurs de difficultés du processus de développement actuel. Pour conclure, elle a fait savoir qu'elle a fait jusqu'ici preuve d'une grande adhésion, mais qu'il fallait désormais accepter la réalité.

La partie camerounaise a exprimé sa frustration et sa déception du fait de la position arrêtée de la partie européenne sur ce sujet. Elle a suggéré que le Consortium IAS-Buredip poursuive son contrat jusqu'à son terme au 31 octobre 2018. Elle a promis de transmettre la position de la partie européenne à sa hiérarchie à titre de compte rendu et suite à donner.

La partie camerounaise a également demandé la suite réservée aux 18 modules déjà développés et au paiement du travail effectué par le Consortium. S'agissant d'aspects bilatéraux de gestion contractuelle, la partie européenne n'a pas répondu à ces interrogations.

3.2. Bilan d'étape succinct APV-FLEG et feuille de route actualisée (UE)

La partie européenne a souligné que l'APV ne se réduisait pas au SIGIF2, et a donc proposé de dresser un diagnostic commun et un bilan d'étape afin de planifier la mise en œuvre de l'APV au Cameroun, de manière pragmatique, avec des résultats atteignables et concrets, et en identifiant les étapes concrètes permettant de progresser vers cette ambition globale. Suite à l'accord de la partie camerounaise sur le principe de cet exercice, la résolution suivante a été proposée et acceptée:

Résolution n°1: «Le CCS se met d'accord pour procéder à un bilan d'étape de l'APV FLEG avec l'ensemble des parties prenantes».

3.3 Grilles de légalité : liste des projets en préparation pour réviser les grilles de légalité; coordination de ces activités (MINOF/UE)

La partie camerounaise a rappelé que 03 projets complémentaires de révision des grilles de légalité (MINOF-OSC-GFBC) étaient prêts, et que les points focaux s'étaient mis d'accord sur les grands principes de cette révision: coordination et synchronisation de ces projets.
La partie européenne a confirmé ces principes, et notamment celui de 02 étapes principales: celle du diagnostic identifiant les points bloquants, puis celle du travail de manière ciblée sur les points identifiés comme posant problème. Les parties se sont mis d’accord sur la nécessité de finaliser rapidement les termes de référence, et de reformuler les 03 projets de la FAO en fonction de ces principes. La résolution suivante a ainsi été proposée et adoptée:

Résolution n°2: «le CCS se met d’accord sur le principe de démarrage du travail de révision des grilles, sous réserve de la reformulation des projets FAO, assurant leur coordination et leur synchronisation».

4. Planification et clôture (MINFOF/UE)

4.1 Planification de la rédaction de l’Aide-Mémoire CCS N°11

La partie européenne s’est proposée de rédiger la première mouture de l’Aide-mémoire, pour transmission la semaine suivante du CCS à la partie camerounaise, qui y réagirait sous 05 jours après réception.

4.2 Planification du prochain Conseil conjoint

En raison de l’absence de résolution sur le point de discussion sur le point de discussion du SIGIF2, les parties ont pris acte qu’il fallait prendre le temps de débattre afin de se mettre d’accord, tout en souhaitant que le Conseil puisse se tenir en septembre-octobre 2018.

4.3 Divers

La partie camerounaise a exhorté la partie européenne à se rendre à Nkolbisson pour toucher du doigt les réalités du terrain du développement du SIGIF2.

4.4 Clôture du CCS

La partie européenne a remercié le MINFOF pour les discussions riches et intense. Elle a souligné que la participation du siège de la Commission européenne à ce CCS était l’expression de l’intérêt soutenu envers une mise en œuvre accélérée du processus APV au Cameroun.

Le président du Comité a également remercié pour ce débat constructif et intense, dont il serait rendu compte à la hiérarchie.